

Cette recette, on la connaît déjà...

par Sergio Rodriguez Gelfenstein

Caracas, 1^o mai AVN – Chili 1970. Salvador Allende gagne les élections présidentielles de septembre. N'ayant pas obtenu la majorité absolue, il devait être ratifié par le Congrès. Selon ce qu'on constate dans des documents déclassifiés des agences de renseignement des Etats-Unis, dès cet instant, la CIA met au point un plan pour empêcher qu'Allende assume la présidence du pays.

Le propriétaire du principal média de droite, le journal El Mercurio, Agustin Edwards, se rend immédiatement aux Etats-Unis où il rencontre Donald Kendall, haut responsable de Pepsi Cola qui le connecte à la CIA. Edwards passa des années à conspirer pour faire un coup d'Etat au Chili, sous la couverture d'un Club de Navigation de Plaisance, la Cofradia Nautica del Pacifico Austral.

La droite planifia l'arrestation du Commandant en chef d'Armée, le Général René Scheider Chereau afin de provoquer l'intervention des Forces Armées et d'éviter la session du Congrès qui devait ratifier Allende. Des bombes explosent dans des lieux publics, à l'aéroport international de Santiago, à Canal 9 de télévision, à l'Institut Géographique Militaire, à l'Ecole de Droit de l'Université du Chili, dans des centrales électriques et à la Bourse de Commerce de Santiago, entre autres. La chaîne de journaux d'Edwards avec El Mercurio à sa tête incrimine immédiatement la gauche.

Schneider résiste à son arrestation et est assassiné. Une grande partie des membres du groupe terroriste qui a participé à l'assassinat de René Schneider fut recrutée dans les équipes électorales du candidat conservateur battu Jorge Alessandri. Le rapport de la Commission spéciale du Sénat des Etats-Unis qui enquêta sur les activités illégales de la CIA, présidée par le Sénateur Frank Church, indique à la page 31 qu'entre le 5 et le 20 octobre avaient été réalisés 21 contacts d'agents de la CIA avec des éléments clefs des Forces Armées et des Carabiniers chiliens. A ces Chiliens (militaires et carabiniers) qui désiraient à faire un coup d'Etat, on assurait un fort soutien aux plus hauts niveaux du gouvernement nord-américain, aussi bien avant qu'après le coup d'Etat.

A cette occasion, le coup d'Etat ayant échoué, Allende assumait la présidence le 4 novembre de cette année-là. En juillet 1971, il nationalisa le cuivre en le récupérant pour le Chili. Les entreprises étasuniennes Anaconda et Kennecott durent abandonner le pays en devant à l'Etat chilien 4 000 millions de dollars, produit des bénéfices excessifs qu'ils avaient obtenus au cours des dernière années grâce aux faibles (ou nuls) impôts qu'elles payaient, selon une rentabilité « raisonnable » de 10% à partir de 1955 par rapport à ce qu'il restait d'indemnisation selon la loi. A partir de ce moment, ces entreprises plaidèrent pour le financement de la conspiration contre un gouvernement légal qui avait pris une mesure ratifiée à l'unanimité au Congrès du pays austral.

Le président étasunien Richard Nixon lui-même et son Secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, donnèrent l'ordre d'encourager un boycott contre le gouvernement Allende, au moyen du refus de crédits externes et de la demande d'un embargo sur le cuivre chilien. Deux ans après le coup d'Etat militaire qui mit fin au gouvernement d'Allende, Pinochet payait une indemnisation de 250 millions de dollars à l'Anaconda, propriété des familles Rockefeller et Rotschild.

Les mesures en faveur des secteurs les plus démunis que prenait le gouvernement de

L'Unité Populaire commencèrent à être annulées par la droite avec le soutien étasunien qui voyait en elles un « mauvais exemple » pour les autres pays dans lesquels ils avaient d'importantes propriétés. Le sabotage de l'économie et la création de difficultés pour la gestion gouvernementale commencèrent. Nous le retrouvons dans les mots de Jacques Chonchol, ministre du gouvernement d'Allende : « L'autre chose, dont tout le monde se souvient, fut la pénurie et le marché noir. A cause de difficultés économiques extérieures et faute de crédits bloqués par l'impérialisme, on avait épuisé les réserves nationales. La capacité portuaire du Chili était limitée et, si nous pouvions importer, plusieurs fois, nous n'eûmes pas la possibilité de prendre la marchandise dans les ports dans les meilleures conditions et ainsi fut créée dès la fin de 1971, une certaine pénurie. De plus, il y avait un grand pouvoir d'achat dans les mains des gens, non seulement du secteur populaire mais aussi de la classe moyenne. Que se passe-t-il quand se crée une situation de ce genre ? Les gens achètent immédiatement beaucoup plus que ce dont ils ont besoin parce qu'ils veulent se prémunir pour l'avenir, alors les gens qui doivent acheter un litre d'huile, s'ils peuvent en acheter dix, en achèteront dix. Ainsi fut augmentée la pénurie et cela généra une série de problèmes. Un intéressant et très important effort fut fait avec la création des JAP, les Comités d'Approvisionnement et des Prix mais cela ne fut pas suffisant pour contrecarrer les difficultés et le sabotage. La preuve en fut que le lendemain du coup d'Etat apparurent d'énormes quantités de marchandises qui avaient été accumulées... »

Toute cette situation créa beaucoup de tension, dont la droite profitait pour générer des troubles et un conflit avec la réalisation d'une campagne de sabotage de l'économie qui se transformèrent en grève patronale en octobre 1972, grève lors de laquelle furent réalisés beaucoup d'actions de blocage de routes, de barricades, de troubles dans des réunions publiques et d'occupation d'universités. Tout ce rapport de forces à l'échelle nationale fut directement soutenu par le Gouvernement des Etats-Unis à travers la CIA, coordonnée avec des entreprises multinationales comme l'International Telephone and Telegraph (ITT) et Kennecott, en plus de financer El Mercurio pour créer une ambiance de chaos, et les syndicats de camionneurs reçurent même des dollars quotidiens pour continuer la grève.

La paralysie des entreprises s'arrêta après la décision du président Allende de faire entrer au gouvernement des membres des Forces Armées. Le Commandant en chef d'Armée, le Général Carlos Prats, qui avait remplacé le général Schneider assassiné fut nommé ministre de l'Intérieur. Son attachement à la Constitution lui coûta cher. En septembre 1974, un commando qui agissait directement sous les ordres de Pinochet l'assassina en même temps que son épouse, à Buenos Aires.

Comme je l'ai dit auparavant, les élections parlementaires de mars 1973 furent la dernière tentative de la droite pour sortir légalement d'Allende. Si elle avait obtenu deux tiers des voix, comme c'était son objectif, ils auraient eu une majorité suffisante pour accuser et destituer constitutionnellement le Président. Ils échouèrent dans leur tentative et malgré tout le sabotage de l'économie et le bombardement médiatique en pleine guerre froide, qui accusait le gouvernement chilien d'être un satellite de l'Union Soviétique, l'Unité Populaire obtint plus de voix, atteignant 43,5% des suffrages.

Dans ces conditions, on donna l'ordre d'organiser le coup d'Etat. La droite comptait sur le leadership du parti démocrate chrétien (PDC) qui avait ses origines – comme Primero Justicia au Venezuela – dans les idées phalangistes de Francisco Franco. Comme l'ADC soutenait une droite alliée avec le dictateur Franco, aujourd'hui, Primero Justicia est un acolyte de ses partisans organisés dans le Parti Populaire que conduit idéologiquement José Maria Aznar. Son champion était Edouardo Frei qui conduisit le conglomerat de droite à la création de conditions institutionnelles pour le soulèvement des militaires. Frei

pensait qu'une fois Allende renversé, on remettrait le pouvoir à un gouvernement civil sur lequel le PDC aurait le contrôle. Les militaires fascistes rétribuèrent ses services pour le renversement d'Allende en l'assassinant en 1982, ainsi que le détermina une enquête judiciaire en 2009. Ainsi l'oligarchie paya son laquais « démocrate et chrétien ».

(suite la semaine prochaine)

(traduction Françoise Lopez)